



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Le changement social dans les campagnes françaises

Mr Bernard Kayser

Abstract

Results of a thirty-years long mutation. Present situation of farmers economy and rural life. Future problems.

Résumé

L'étude des transformations radicales intervenues depuis un quart de siècle dans les campagnes françaises permet d'identifier les éléments essentiels du changement social. Les exploitants moyens modernisés, sur qui repose l'essentiel de la croissance productive, sont minoritaires en nombre mais détiennent la plus grande partie de l'espace agricole. Ils sont de plus en plus intégrés dans les réseaux commerciaux et politico-professionnels, ce qui ne manque pas d'affecter à la fois leur culture, leur idéologie et même les rapports internes à la famille. Cette évolution va-t-elle se précipiter ou se stabiliser ? L'analyse des tendances actuelles de l'évolution montre que les problèmes de financement, les mutations de la société rurale et la pression sur l'espace créent de dangereux déséquilibres, que le gouvernement ne paraît pas décidé à mettre sous le contrôle d'une nouvelle politique d'intervention.

Citer ce document / Cite this document :

Kayser Bernard. Le changement social dans les campagnes françaises. In: Économie rurale. N°135, 1980. pp. 5-11;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1980.2682>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1980_num_135_1_2682

Fichier pdf généré le 08/05/2018

LE CHANGEMENT SOCIAL DANS LES CAMPAGNES FRANÇAISES *

Bernard KAYSER

Institut de Géographie de Toulouse

L'étude des transformations radicales intervenues depuis un quart de siècle dans les campagnes françaises permet d'identifier les éléments essentiels du changement social. Les exploitants moyens modernisés, sur qui repose l'essentiel de la croissance productive, sont minoritaires en nombre mais détiennent la plus grande partie de l'espace agricole. Ils sont de plus en plus intégrés dans les réseaux commerciaux et politico-professionnels, ce qui ne manque pas d'affecter à la fois leur culture, leur idéologie et même les rapports internes à la famille. Cette évolution va-t-elle se précipiter ou se stabiliser ? L'analyse des tendances actuelles de l'évolution montre que les problèmes de financement, les mutations de la société rurale et la pression sur l'espace créent de dangereux déséquilibres, que le gouvernement ne paraît pas décidé à mettre sous le contrôle d'une nouvelle politique d'intervention.

SOCIAL CHANGE IN FRENCH COUNTRYSIDE

Results of a thirty-years long mutation. Present situation of farmers economy and rural life. Future problems.

Selon qu'on l'observe dans une rétrospective à plus ou moins longue distance, le changement social peut prendre des allures différentes. Dans les campagnes françaises, il ne fait pas de doute qu'une analyse de l'évolution courante actuelle dévoile des éléments de crise dont la signification, conjoncturelle ou structurelle, n'est pas toujours facile à saisir en termes dynamiques. Par contre, l'étude des transformations radicales intervenues depuis un quart de siècle permet de dresser un tableau saisissant du changement de fond subi par la société et l'espace ruraux.

Il est donc nécessaire, pour tenter d'établir un bilan de l'évolution et de construire un schéma qui rende compte des traits les plus significatifs de celle-ci, de procéder par deux approches successives et complémentaires, permettant de démêler le court du long terme rétrospectifs. L'objet de cette étude consiste à saisir à travers la situation et les tendances actuelles les articulations et les ressorts de la dynamique sociale : la perspective historique et sociologique doit permettre d'y analyser *la campagne* comme un système ouvert fonctionnant au sein de la formation sociale française.

I – RETROSPECTIVE DU CHANGEMENT

Les vingt-cinq dernières années ont vu la société rurale française changer plus vite et plus radicalement qu'au cours de n'importe quelle période antérieure. L'énumération des éléments les plus sensibles de ce changement donne une liste assez longue dont une étude détaillée, loin de la laisser dans son ordre linéaire, montrerait les interactions et rétroactions. Sans doute, pourtant, n'est-il pas tout à fait inutile de la présenter dans son état brut, et bien entendu sans hiérarchie.

I – Il est banal mais indispensable d'affirmer d'abord que la population rurale s'est profondément transformée, non seulement en termes quantitatifs et spatiaux du fait des processus démographiques et migratoires, mais encore dans ses structures mêmes, affectées par une combinaison complexe de facteurs sociaux. La population des ménages agricoles s'est réduite de près de moitié ; non seulement la population active agricole a regressé, dans l'ensemble de la population active nationale, de plus de 20 % à moins de 10 %, mais encore elle a cessé d'être majoritaire dans les campagnes elles-mêmes. Quelle que soit la définition statistique de l'espace rural qu'on adopte, force

(*) Etude réalisée dans le cadre de l'ATP « Observation du changement social et culturel », au CNRS.

est bien de constater que les actifs non-agricoles (employés, ouvriers, cadres moyens, travaillant sur place ou, plus souvent, dans le voisinage), y surclassent désormais et presque partout largement en nombre les agriculteurs. D'autre part, la place qu'y tiennent les inactifs et, singulièrement, les retraités ne cesse de croître, au point de modifier de façon radicale les données de la vie villageoise. On imagine sans peine, et on connaît assez bien d'ailleurs à la suite d'enquêtes sociologiques multipliées, les conséquences sociales et politiques, locales et régionales, d'un pareil bouleversement des structures du monde rural.

2 – L'élimination de la moitié des exploitations françaises s'est produite selon un processus complexe : c'est, très généralement, au moment où l'agriculteur, âgé et usé, a dû abandonner la vie active et la responsabilité de l'entreprise que, faute d'un successeur à sa tête, celle-ci a dû être *fermée*. La politique des structures mise en place par l'État a accentué, dans ce sens, l'évolution naturelle. La plus grande partie des petits paysans a disparu sans être remplacée, et cette disparition a surtout bénéficié à diverses catégories de paysans moyens, qui ont su et pu récupérer les terres rendues disponibles.

D'un autre côté, si les exploitations disposant de grandes surfaces ont augmenté en nombre et accentué leur emprise foncière totale, on ne peut pas dire pour autant que les exploitations capitalistes, au sens habituel de l'expression, se soient notablement développées par concentration ou implantation : les conditions comparatives de profit n'y étaient d'ailleurs pas favorables. Ainsi l'éventail social de la paysannerie a-t-il tendu, en se modifiant de façon considérable, à se resserrer.

3 – La paysannerie, prise dans son ensemble, n'a pas, bien au contraire, desserré son emprise sur le foncier : propriétaire de 70 % de la surface agricole (SAU) en France, elle réalise plus de 75 % des achats sur un marché de la terre très animé. L'exigence d'un espace élargi pour les exploitations motorisées et modernisées a développé la compétition foncière entre agriculteurs. La concurrence de plus en plus vive entre eux et les citadins, puis les conséquences de l'inflation ramenant vers la terre les placement de capitaux, ont provoqué une montée des prix spectaculaire : de l'ordre de 4,5 % par an en francs constants depuis le début des années soixante. L'investissement foncier des agriculteurs, largement favorisé par l'État, a pu représenter jusqu'à plus de 40 % de la formation brute de capital fixe : si, au début, investissements fonciers et investissements d'équipement se sont cependant en quelque sorte nourri les uns les autres, il n'y a pas de doute qu'ils se contrarient aujourd'hui, freinant la dynamique de la modernisation.

4 – Cette modernisation s'est progressivement et largement réalisée. Elle se répercute sur les consommations intermédiaires (aliments des animaux, engrais, produits phytosanitaires, entretien du matériel)

dont la croissance au taux de 4 % l'an tend à faire baisser la valeur ajoutées dans la production. Mais elle s'identifie aussi, et peut être surtout, à la transformation de l'agriculteur en véritable technicien (sa *professionnalisation*, disent certains), mécanicien, chimiste et biologiste à la fois : l'extrême rapidité et l'excellence de son adaptation est sans doute redevable de quelque chose aux actions de formation et information, qui ont été multipliées, mais elles montrent surtout la richesse longtemps volontairement ignorée du fonds technique et culturel entretenu par l'expérience du travail de la terre.

5 – Les résultats sont spectaculaires. La production céréalière triple et les productions animales font plus que doubler, alors que les surfaces mises en culture tendent à baisser et surtout que les effectifs au travail diminuent de moitié. La productivité s'élève à un rythme rapide. Pourtant, mesuré en francs constants, le revenu agricole global, comme les prix agricoles, stagne depuis 1960. Le revenu des agriculteurs ne s'élève en moyenne, sur la période, qu'au rythme des fermetures d'exploitations : il est évident, dans ces conditions, qu'il différencie des catégories dont les facteurs de réussite résident dans la capacité de travail, le patrimoine, les rentes de situation, etc.

6 – Mais les agriculteurs sont en même temps de plus en plus contraints et dépendants. Les nécessités du système de production et l'évolution culturelle dominante ont réduit considérablement chez chacun la part des productions d'autosubsistance, cependant qu'ils perdaient peu à peu l'accès direct aux marchés, approvisionnés désormais par les industries agro-alimentaires à plus de 75 %. La sphère industrielle agro-alimentaire (IAA) produit d'ailleurs maintenant, en termes de valeur ajoutée, l'équivalent de la sphère agricole seule : et elle est, malgré certaines apparences dues aux positions de leaders professionnels, totalement hors du contrôle de la paysannerie. C'est évident en ce qui concerne les grands groupes multinationaux ou nationaux, mais c'est vrai aussi du réseau coopératif financé à plus de 50 % et donc tenu par le Crédit Agricole.

En fait, que son intégration soit contractuelle ou non, l'agriculteur, même s'il reste un petit producteur de marchandises, est désormais enserré dans un réseau qui réduit à de simples apparences son indépendance traditionnelle.

7 – Ce réseau n'est d'ailleurs pas qu'économique, puisqu'il est devenu aussi politique et professionnel, en resserrant son étreinte. Le renforcement des organisations et organismes syndicaux, qui tendent à se comporter comme des pseudopodes de l'appareil d'État, mettent les exploitants dans une sorte d'obligation de *participation* et disciplinent l'alliance traditionnelle de la paysannerie avec la bourgeoisie gouvernante. Mais cette obligation n'est sans doute pas, au début, ressentie comme telle. Le *bloc social* formé à la campagne, cimenté par l'idéologie productiviste et animé par la

nouvelle génération des notables, peut se satisfaire un temps des résultats obtenus par sa coopération à la politique agricole : extension du régime de la protection sociale, spécificité de l'accès au crédit et au régime fiscal, manne plus ou moins aléatoire de subventions et indemnités pouvant représenter dans certains cas une part non négligeable du revenu individuel. Cependant, au fil des années, les avantages retirés de la collaboration s'amenuisent ; et le bloc social tend à se fissurer.

8 – Zonage et aménagement complètent enfin le processus complexe d'intégration de la paysannerie et de l'espace rural. Dans la seconde moitié de la période envisagée, la rencontre des intérêts de la société citadine (besoin d'espace) et des nécessités de la politique agricole (amortir les dégâts de l'évolution provoquée) ont en effet conduit à mettre en place des procédures différenciées de maîtrise de la dynamique spatiale, des POS (Plans d'Occupation des Sols) péri-urbains aux ZEP (Zones d'Environnement Protégé), des PAR (Plans d'Aménagement rural) aux contrats de pays et aux parcs naturels. La mise en condition des campagnes étend peu à peu à l'ensemble du territoire le champ des processus de valorisation capitaliste de l'espace, tout en associant, par le jeu des notables, l'élite des paysans à l'aliénation des pouvoirs locaux de décision.

9 – Ces mécanismes nouveaux baignent dans une idéologie renouvelée. Non seulement on est peu à peu passé de la campagne méprisée à l'espace rural magnifié, adulé, mais encore la littérature à la mode et les médias se sont livrés à une surenchère suspecte pour la revalorisation de l'image du paysan. Il est incontestable qu'un pas important vers la *parité de la dignité* a été franchi ; mais en même temps, loin de leur faire retrouver et affirmer leurs racines culturelles, cette évolution a conduit les agriculteurs et leur famille à accepter puis adopter rapidement les mœurs citadines.

10 – Comment en serait-il autrement, d'ailleurs, lorsque la paysannerie toute entière, attirée hors de son espace local et familial traditionnel, se tourne de plus en plus vers l'extérieur ? Son intégration économique l'y conduit, mais, plus encore, les transformations radicales du groupe domestique de base. Dans celui-ci, la place des activités externes a grandi vite : l'allongement de la scolarité des enfants y a mené inéluctablement, constituant l'un des plus sûrs facteurs du changement socio-culturel.

11 – En définitive, un quart de siècle d'évolution brutale, quoique peu contestée, a conduit la société rurale à une situation dont les principaux traits, analysés ci-dessus dans leur dynamique, paraissent désormais acquis. Il semble peu probable que, d'ici l'an 2000, des transformations correspondant à une prolongation linéaire des tendances constatées aboutissent à un nouveau bouleversement. Mais des changements nuancés et significatifs ne continuent pas moins à se produire. Ils affectent en particulier, et en premier lieu, l'espace productif : les processus de croissance ont conduit régions et micro-régions à se différencier dans leur évolution, au point que les considérations générales énoncées ici peuvent parfaitement, en certains points du territoire, être contredites. Ils affectent en second lieu, et non moins sensiblement, les structures localisées de la paysannerie dans laquelle l'histoire différenciée crée les conditions de durables disparités.

Si, aujourd'hui, une espèce de ralentissement de l'évolution, qui est à beaucoup d'égards le signe de l'aggravation de la crise générale, peut être constatée, à quelle situation nouvelle peut-elle aboutir, alors que tant d'éléments du système sont encore en plein élan ? C'est ce qu'une analyse actualisée, une fois bien mis en place l'arrière-plan fondamental, doit permettre de déterminer.

II – LE CHANGEMENT, AUJOURD'HUI

L'analyse du changement ne peut, dans le cadre de cet exposé très général, prétendre à une globalité effective. Elle doit donc, pour être efficace, être focalisée sur les éléments de la dynamique qui apparaissent comme décisifs, stratégiques.

Il s'agit concrètement :

- de la différenciation sociale, qui aboutit au renforcement de la paysannerie moderniste,
- des nouveaux aspects de la pauvreté rurale,
- de la question foncière,
- de la pression sur l'espace,
- du contrôle de la société rurale,
- des mutations au sein du groupe domestique.

1 – Le renforcement de la paysannerie moderniste

Le dynamisme technico-économique des agriculteurs modernistes, *moyens* pour la plupart, qui occupent à la campagne le devant de la scène, ne se dément pas, et pour cause. Mais ce qui était autrefois le produit d'une volonté et même d'une idéologie l'est aujourd'hui d'une contrainte. Les mécanismes de la modernisation, mus à la fois par la pression des agents extérieurs et par la nécessité des gains de productivité, jouent encore à plein malgré la crise et le ralentissement de la croissance, sinon la baisse des revenus. Malgré l'endettement, qui en conduit certaines au bord de l'asphyxie, la poursuite inéluctable de la compétition entre les exploitations, l'aggravation de la

baisse tendancielle des prix agricoles, l'indispensable recherche – largement assistée – des créneaux commerciaux et de la réduction relative des charges excluent toute routine et obligent l'agriculteur à *aller de l'avant*. La politique officielle l'y pousse ouvertement : elle vise expressément à développer la *professionalisation* de l'activité agricole par des mesures généralisées de sélectivité. Mais son résultat, au niveau de l'exploitant, n'est pas sans comporter de graves inconvénients. Tout porte à croire, en particulier, que le maintien des revenus passe maintenant par un allongement du temps de travail, une intensification de l'effort et une parcellisation des tâches qui tend à réduire l'agriculteur, lui aussi, à l'unidimensionnalité.

Ceci dit, la question de la **reproduction** de cette *nouvelle paysannerie moyenne* ne cesse pas de se poser. La génération des jeunes agriculteurs modernistes émergée avec les lois d'orientation (30 ans en 1960), déjà peu nombreuse par effet démographique, atteint la cinquantaine, alors que plus de la moitié des exploitants ayant dépassé cet âge n'ont aucun successeur possible. Entre 1970 et 1975, tandis que 80 000 exploitants cessaient leur activité chaque année, le nombre des *vraies* installations étaient largement inférieur à 20 000. Il est vrai que, depuis, les taux de diminution du nombre des exploitants et de la population active agricole ont sensiblement regressé. Mais malgré une volonté proclamée et des mesures, notoirement insuffisantes d'ailleurs, la politique d'installation de jeunes, en particulier, renforce en fait les exploitations solides qui ont un successeur et s'inscrit donc dans la politique de sélectivité.

De nouvelles tendances, délicates à interpréter, paraissent pourtant se dessiner. Les difficultés connues sur le marché de l'emploi urbain incitent des jeunes, ruraux ou citadins, à se poser en candidats à la succession à la tête de l'exploitation familiale. D'autres, sans attache terrienne préalable, parviennent à s'installer, faisant fi des critères classiques de rationalité économique. Des cas sont connus, parfois montés en épingle ; mais il n'existe pas d'évidence statistique d'un véritable mouvement, encore largement surclassé par la vague intarissable des abandons.

2 – Nouveaux aspects de la pauvreté rurale

Le dynamisme de la paysannerie moyenne moderniste, présente presque partout sur le devant de la scène, dissimule souvent le maintien à la campagne de pauvres : dispersés, oubliés, mais bien présents dans la plupart des communes. Il s'agit d'abord de paysans traditionnels, âgés, souvent célibataires, handicapés de toutes sortes, mais exploitant (et à ce titre englobés dans les statistiques et comptés dans les moyennes). Sans successeur, préoccupés surtout de tenir jusqu'à une tardive retraite, culpabilisés par la profession et donc silencieux, ils présentent à des degrés divers les stigmates de la pauvreté. Une fois pensionnés, chassés de la terre et se retrouvant dans les villages, très présents quoique passifs dans certaines régions d'ancienne

haute densité démographique, ils posent à la collectivité, qui veut les ignorer, des questions gênantes. L'ouverture, significative par ailleurs, de clubs du troisième âge dans certaines communes prospères ne les concerne pas.

Tout à l'opposé de cette catégorie, la *nouvelle paysannerie pauvre* est un produit de l'évolution actuelle, encore dissimulée elle aussi mais prête à basculer, non sans éclat, lorsque le Crédit Agricole ne la retiendra plus au bord de l'abîme.

Issus de la paysannerie classique, ces agriculteurs relativement jeunes ont participé au mouvement de modernisation en recourant massivement, faute de capitaux originels, aux emprunts. Pour diverses raisons, personnelles, conjoncturelles ou accidentelles, ils n'ont pas réussi, par leurs performances, à desserrer l'étreinte du crédit et se retrouvent aujourd'hui en perpétuelle faillite larvée, à la merci des créanciers et en définitive du gouvernement. La plupart luttent encore en intensifiant leur travail et même en accroissant leurs investissements ; en comprimant aussi, souvent (mais pas toujours, car ils sont peut-être plus sensibles encore que d'autres à l'idéologie dominante) leurs dépenses de consommation domestique. Ces *modernistes déclassés* constituent aujourd'hui la fraction la plus sensible, et peut-être la plus proche de la révolte, de la paysannerie.

3 – La question foncière

L'évolution récente de la question foncière et ses perspectives sont révélatrices des contradictions dans lesquelles se débat la société capitaliste à propos de la terre. La politique officielle visant à aider l'agriculteur à se rendre *maître du foncier* a largement réussi, aboutissant à un notable agrandissement des exploitations moyennes en faire-valoir direct, par le jeu des SAFER et des prêts bonifiés. Mais plusieurs facteurs conjugués donnent aujourd'hui à la question une allure très nouvelle : aux deux bouts de la chaîne des décisions sociales, les réactions qui s'additionnent ont en effet transformé drastiquement ses données.

L'encadrement du crédit et la réforme des prêts contrarient désormais les investissements fonciers. Les exploitants, d'autre part, sont conduits selon les conditions locales objectives à prendre en location des parcelles ou exploitations disponibles qui auraient fait autrefois l'objet d'une vente. Les tentatives visant, enfin, à favoriser l'intervention directe dans le monde rural des capitaux extérieurs à l'agriculture (Groupements fonciers agricoles, G.F.A.) ont eu surtout pour conséquence de faciliter les *arrangements* familiaux. Tous ces éléments contribuent incontestablement à réorienter le marché, sur lequel on observe désormais un ralentissement des transactions.

Ce ralentissement est-il conjoncturel, et dû à la stagnation des revenus ? Est-il le résultat d'une raréfaction de l'offre, correspondant à un phénomène de véritable rétention foncière, les retraités et les héri-

tiers (souvent, ces fils de paysans, des petits salariés citadins) se montrant particulièrement anxieux de ne pas se dessaisir d'un capital semblant exempt d'érosion monétaire ? Ou bien est-il le signe d'une distorsion définitive entre un prix de la terre influencé par des facteurs externes et la capacité moyenne d'achat des agriculteurs ?

Quoi qu'il en soit, les exploitations abandonnant les achats pour les fermages devraient pouvoir consacrer plus de moyens au développement de leur capital d'équipement. La sélection et la modernisation s'en trouveraient encore accentuées. Mais il est clair que la perte de la maîtrise traditionnelle du moyen de production principal représente pour les agriculteurs une perspective inquiétante, celle de s'enfoncer toujours plus dans la dépendance et l'intégration. Au moment où l'espace rural fait l'objet de convoitises exacerbées, le désir de stabilité et de sécurité des exploitants peut fort bien contrarier la tendance.

4 – La pression sur l'espace

L'économie de la société de consommation requiert, aujourd'hui toujours plus qu'hier et malgré *la crise*, un espace sans cesse élargi pour la réalisation de nouveaux équipements collectifs ou privés : infrastructures de transport, usines, logements, centres de services, résidences secondaires, etc. Cet espace est de toute évidence plus aisément disponible à la campagne, ouverte, que dans le bâti urbain dont le coût de modification est très élevé : l'ensemble de l'espace rural constitue dans ces conditions une réserve foncière soumise à la pression de la demande de terrains, non seulement dans les zones péri-urbaines mais encore sur toute l'étendue du territoire, en fonction des besoins différenciés de la société.

En termes purement spatiaux, la consommation annuelle de terrains par l'urbanisation est cependant faible. Même s'il s'agit à la périphérie des villes, de terres riches et bien équipées (que le planificateur tend aujourd'hui à vouloir protéger), la capacité globale de production de l'agriculture n'en est amputée en définitive que d'une fraction négligeable : les surfaces défrichées ou mises en valeur sont, en quantité, bien supérieure à celles annexées par la ville. Par contre, les plantations forestières, qui peuvent, de leur côté, concurrencer vivement l'activité agricole, représentent chaque année plus de trois fois ces superficies. Mais les processus comptent ici plus que les résultats : car cette pression destabilise, engendre des mécanismes spéculatifs, provoque des interventions d'État...

Si bien que peu à peu, au niveau local, la gestion de l'espace échappe aux collectivités, ou plus exactement leur est imposée, qu'il s'agisse de gestion d'exploitation (forêts, pâturages, chasses, etc.) ou de gestion de planification. Cette dernière, qui met en cause les rapports du pouvoir local avec l'appareil d'État et, le cas échéant, de grandes entreprises, organise des réseaux de relations complexes, révélateurs d'interdépendances, et engendre des conflits ou, plus souvent, des col-

laborations ; des formes originales et déterminées de résistance, spectaculaires, attirent l'attention, cependant que le destin de l'essentiel se tisse dans l'ombre. Au niveau national, législation et règlements nouveaux créent, sous la pression de l'idéologie ambiante, un arsenal de mesures et de moyens supposés assurer la défense du territoire agricole et de la *nature* ; leur application locale ne fait qu'intégrer toujours plus l'espace des paysans dans les zones d'expansion ou les réserves de la société globale. Le changement le plus spectaculaire, sinon le plus significatif, à cet égard est certainement la multiplication de l'offre des biens et services liés à la consommation de loisir : hébergements, sports, restauration, artisanat, etc. La production d'aménagements tels que plans d'eau ou pistes de ski contribue évidemment à la *marchandisation* de l'espace rural et à la pénétration de nouvelles formes de capitalisme dans le système économique et social villageois.

5 – Le contrôle de la société

Cette évolution a conduit inmanquablement – par volonté délibérée ou par *la force des choses* – à des modifications hiérarchiques de la société locale, d'autant plus sensibles aujourd'hui qu'interviennent dans ses structures des *extérieurs* en nombre croissant : des *extérieurs* qui peuvent être, dans certaines régions, des agriculteurs migrants, mais qui sont surtout des citadins en résidence permanente ou temporaire, des actifs travaillant en ville, des retraités. Le phénomène récent des *installations d'urbains* désirant se ruraliser, bien qu'encore très limité et peut-être déjà décroissant, ajoute à cette pénétration désormais banale une note exotique.

L'investissement de la société rurale complète et conforte ainsi l'investissement de son espace. Sans doute le premier a-t-il même plus d'importance que le second, dans la mesure où il est plus massif et plus immédiatement opératoire. Les dernières élections municipales, par exemple, ont montré l'accentuation de la conquête du pouvoir local à la campagne par ses nouveaux habitants – ainsi que par les citadins – et la dégradation du monopole tenu par les grandes familles paysannes ou aristocratiques. Mais les relations de pouvoir, quels qu'en soient les acteurs locaux, sont plus aliénantes encore que les prises de pouvoir. Les notables ruraux – qu'il s'agisse des notables traditionnels ou de leurs dynamiques remplaçants – collaborateurs et alliés naturels des autorités et de leurs protégés, monnayent leur appui pour mieux assumer leur charge indispensable d'intercession. Face à eux, préfets, directions départementales de l'équipement et de l'agriculture, avec tous les relais de l'appareil d'État (organisations professionnelles et sociétés d'économie mixte en particulier) sont présents sur tous les terrains. Le chef de service établit la priorité des dossiers, distribue les subventions, pratique une stratégie personnelle de l'espace politique dont va dépendre l'autorité du notable, celui-ci disposant quand même des moyens

de conforter ou d'affaiblir la position de son vis-à-vis.

Finalement, la toile d'araignée d'interdépendances dans laquelle est piégée la société locale achève d'enlever à celle-ci la relation d'autonomie, certes passive, qui la caractérisait. L'intégration politique complète et perfectionne l'intégration économique.

6 – L'ouverture du groupe domestique

Ce n'est pas seulement au niveau de l'économie et de la société que l'intégration, la *normalisation*, des campagnes achève de se réaliser à un rythme rapide ; c'est aussi au cœur de la vie quotidienne des familles rurales, de leur mode de vie et de pensée, de leur réseau de relations, de leur culture.

Le développement de la pluri-activité au sein du groupe domestique est caractéristique de l'époque actuelle. L'objectif des législateurs de 1960, qui était d'assurer l'emploi, sur les exploitations agricoles agrandies et modernisées, de deux personnes à temps plein (UTH), a été complètement manqué, la population active des exploitations diminuant toujours plus rapidement que le nombre des exploitations lui-même. Mais il lui a été substitué souvent, spontanément et par nécessité, le travail et le revenu réalisés à l'extérieur de l'exploitation et indépendamment de sa conduite. Il n'est pas question ici de l'ouvrier-paysan (qui certes subsiste encore), petit exploitant et petit salarié ; mais bien de la constitution, dans des fermes modernes de plus en plus nombreuses, d'une économie familiale à revenus composés. Par l'emploi externe d'un ou de plusieurs membres du groupe domestique, celui-ci est désormais lié plus étroitement à la sphère non-agricole, avec ses sécurités relatives, ses contraintes et ses aléas.

Il l'est beaucoup plus aussi, et de plus en plus, par tout le réseau des relations extérieures du groupe : enfants ayant eu accès à l'enseignement supérieur et ouvrant sur le milieu des cadres moyens, dispersés hors

de leur région d'origine, parents plus ou moins proches retrouvant le goût des vacances à la campagne, citoyens clients occasionnels ou réguliers pour des produits vendus à la ferme, responsables ou agents des organismes professionnels, négociants, commerçants et représentants, etc. Un tel réseau tire les familles rurales hors de leur isolement traditionnel ; son impact, par le flux d'informations qu'il véhicule, est considérable tant sur la vie quotidienne que sur la conduite des affaires.

La transformation de la culture paysanne, pour ne pas dire sa disparition, est étroitement liée à ces flux. La tendance à l'adoption de la culture citadine, bourgeoise, par les ruraux n'est certes pas nouvelle ; mais ce qui est nouveau et révélateur, c'est le caractère systématique et exclusif de la normalisation. La nourriture, les objets d'usage permanent, l'environnement, les loisirs, les horaires même parfois, perdent très vite leur spécificité. Mieux : lorsque des éléments de la culture paysanne se retrouvent au foyer, c'est souvent tels qu'ils sont renvoyés à la campagne par l'idéologie citadine. Avec retard, mais sans autre anomalie, les paysans sont entrés dans la société de consommation.

Sans doute la nouvelle forme que prennent les relations entre parents et enfants expliquent-ils largement cela. Ce sont souvent, sur de nombreux points, les jeunes qui introduisent, ou sont responsables de l'introduction, de la novation. Mais l'importance prise par la transformation des relations au sein du groupe domestique est plus grande encore dans le domaine des prises de décision touchant à l'entreprise. D'une part, les associations ou les partages « père-fils », souvent formalisés, se multiplient ; d'autre part, les projets des enfants quant à l'exploitation tendent à conditionner de plus en plus, bien avant sa retraite, les décisions de l'exploitant, même celles touchant au système de production. Pour de multiples raisons, le patriarcat n'est plus de ce temps.

III – CONCLUSION : LES PERSPECTIVES

Si les vingt années passées ont été fortement marquées, dans les mutations considérables du monde rural, par ce qu'on a pu appeler la *politique agraire gaulliste* exprimée par les lois d'orientation de 1960-62, les vingt dernières années du siècle pourraient bien être marquées, elles, par les silences de la loi d'orientation de 1980 : une politique dont le moins qu'on puisse en dire est qu'à travers ses contradictions et hésitations elle ne s'affirme pas clairement.

On comprend sans peine, cependant, les nécessités qui l'inspirent. Les stratégies proposées, ou sous-

jaçantes, constituent la réponse à la nouvelle demande adressée par la société et le pouvoir à l'agriculture : une contribution plus importante au crédit de la balance commerciale avec l'étranger, une production intensifiée sans augmentation de la consommation énergétique, une meilleure adaptation des produits à l'évolution des besoins qualitatifs des consommateurs et l'offre de l'espace aménagé ou tout au moins préservé nécessaire à la société citadine.

Les implications de ces stratégies ne sont guère douteuses. Elles font passer au premier plan les intérêts

des industries agro-alimentaires, multinationales ou françaises. Elles provoquent entre les exploitations une compétition accrue qui favorise ouvertement, par des mesures très sélectives, les plus performantes. Elles se donnent les moyens d'orienter efficacement les productions et leur localisation, en risquant d'accentuer encore les déséquilibres régionaux. Contradictoirement, elles prétendent viser par ailleurs à la stabilisation de la population rurale.

Mais les moyens déployés par le pouvoir pour promouvoir ou soutenir la politique agricole n'ont plus la vigueur de ceux d'autrefois. Le libéralisme rénové répugne aux interventions et cherche à dégager l'État d'un fardeau administratif et financier jugé trop pesant, pour faire mieux jouer les lois de la concurrence. Et surtout, la convergence d'un certain nombre de facteurs de premier plan permet et motive le désengagement.

Trois de ces facteurs peuvent être aisément identifiés. Le plus important peut-être tient au recul considérable de l'importance politique de la paysannerie. La diminution rapide du nombre des agriculteurs qui pourrait, si les tendances se prolongent être encore réduit de moitié d'ici la fin du siècle, fait baisser l'intérêt des enjeux électoraux ; et ceci d'autant plus que l'éloignement dans le temps des périodes de pénurie alimentaire et la distension des liens familiaux des citadins avec les paysans diminuent l'impact du thème agricole dans le discours politique. L'alliance de la bourgeoisie avec la paysannerie tend donc à cesser d'être une nécessité stratégique.

Le second facteur tient à l'impossibilité pour le Gouvernement de conserver le contrôle d'une politique des prix à la production, puisque le Marché Commun en fait une affaire principalement multinationale : l'orientation de l'agriculture nationale dépend de négociations dans lesquelles celle-ci ne constitue qu'une partie de l'enjeu.

Le troisième facteur, enfin, concerne le prix de la terre, instrument de travail du cultivateur, et par là-même composant essentiel de l'équilibre de son économie. Or le contrôle du foncier échappe lui aussi, aujourd'hui et pour longtemps, aux moyens volontaires de régulation. Les dispositions annoncées pour limiter la hausse spéculative et la distorsion complète des valeurs agronomiques et foncières ne visent qu'à l'observation et l'information, faute d'organiser l'intervention.

Ainsi l'évolution de l'agriculture et du monde rural, le changement social à venir dans les campagnes françaises, vont-ils dépendre de plus en plus, au cours des années ou décennies prochaines, des aléas des *lois du marché* et de l'environnement économique international, l'action gouvernementale se limitant en définitive à prévenir ou résorber les explosions sociales.

A moins que des bouleversements majeurs de l'ensemble du système politico-social ne conduisent à la mise en œuvre d'une politique agricole nouvelle dans ses buts et ses moyens.

A moins que l'aggravation de la crise mondiale ne ramène vers une agriculture plus ou moins auto-subsistante une masse grandissante de citadins transis.